



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté portant autorisation temporaire à la société SUEZ RV Nord Est pour son ISDND de Retzwiller /Wolfersdorf

Le Préfet du Haut-Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement notamment son article R.512-37

VU l'arrêté préfectoral du 12 mai 2017 portant prescriptions complémentaires et modificatives à l'autorisation du 23 décembre 2011 délivrée à la société RV Nord Est, de poursuivre et étendre l'exploitation de son installation de stockage de déchets non dangereux située à RETZWILLER/ WOLFERSDORF

Vu le rapport du 22 octobre 2021 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

VU la demande du 28 juillet 2021, complétée le 21 octobre 2021, dans laquelle la société SUEZ RV France sollicite auprès de Monsieur le préfet du Haut-Rhin l'autorisation de pouvoir traiter exceptionnellement et pour une durée inférieure à un an, sur l'installation de traitement thermique « EVALIX », des lixiviats provenant d'une part de l'ISDND de Fontaines-Les- Clerval dans le département du Doubs, et d'autre part les perméats d'ultrafiltration de l'unité de traitement des lixiviats de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Sauvigny le Bois dans le département de l'Yonne ;

Considérant que cette activité relève de la rubrique 2791-1 et est soumise à autorisation ;

Considérant que dans le cas où l'installation n'est appelée à fonctionner que pendant une durée de moins d'un an, dans des délais incompatibles avec le déroulement de la procédure normale d'instruction, le préfet peut accorder, à la demande de l'exploitant et sur le rapport de l'inspection des installations classées, une autorisation pour une durée de six mois renouvelable une fois, sans enquête publique et sans avoir procédé aux consultations prévues aux articles R. 181-23, R.181-29 et R.181-38 ;

Considérant que cette opération constitue un essai destiné à faire fonctionner l'Evalix à sa capacité nominale pour vérifier d'une part, l'absence d'odeurs avec une qualité d'effluents

proche de celle attendue en sortie du bioréacteur à membranes et d'autre part, s'assurer de l'encrassement faible garantissant le bon fonctionnement de l'outil dans la durée et à capacité souhaitée ;

APRÈS consultation de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société SUEZ RV Nord Est est autorisée, pour une durée de six mois renouvelable une fois, à recevoir sur l'installation de traitement thermique « EVALIX », des lixiviats provenant d'une part de l'ISDND de Fontaines- Les- Clerval dans le département du Doubs, et d'autre part les perméats d'ultrafiltration de l'unité de traitement des lixiviats de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Sauvigny le Bois dans le département de l'Yonne ;

Article 2 : les dispositions de l'arrêté du 12 mai 2017, notamment son article 8, sont applicables à cette opération ;

Article 3 : cet arrêté prend effet à compter de sa date de notification.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, la sous-préfète d'Altkirch, les maires de Retzwiller et Wolfersdorf, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'inspection des installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société SUEZ RV Nord-Est.

À Colmar, le 19 novembre 2021

Pour le préfet,
et par délégation,
Le secrétaire général,

SIGNÉ

Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours

(article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif
Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.